



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

16 avril 2021

Un Plan de relance nucléaire qui peine à convaincre

Hier, a été actée la déclinaison du plan de relance gouvernemental pour la filière nucléaire. Si dans ce contexte inédit de crise sanitaire mais aussi sociale et économique, les enjeux de relocalisation s'imposent à tous, les solutions proposées par « France Relance » répondent trop peu à cet impératif.

Pire, cela contribuera demain à justifier de nouvelles privatisations pour trouver des « ressources financières » tel que le projet Hercule, fragilisant un peu plus EDF, ou à réduire les moyens pérennes pour financer la recherche, notamment publique comme au CEA, sous couvert d'appel à projet, qui ont une durée de quelques années pour une efficacité encore à prouver.

La CGT considère qu'un véritable plan de relance doit répondre à l'intérêt général, en intégrant la projection des besoins. Cette vision doit dépasser les échéances électorales afin de disposer d'une industrie et de services publics forts au diapason des réalités actuelles !

Plutôt que de promouvoir le « replâtrage du projet Hercule » toujours rejeté avec force par le personnel et les usagers qui n'y accordent aucune crédibilité pour conserver un système électrique stable, bas carbone et au meilleur coût, le gouvernement et les dirigeants d'EDF feraient mieux de s'attacher au souci majeur de l'opinion publique concernant le nucléaire, l'amélioration de la sûreté. Faisant ainsi écho aux déclarations du président de l'ASN devant la représentation nationale, elle demeure la condition sine qua non de la pérennité de l'électro nucléaire civil, sous la responsabilité du propriétaire exploitant.

Pour ce faire, il est indispensable qu'EDF demeure une entreprise saine, financièrement, socialement, et, en quelque sorte, intellectuellement.

L'affaiblissement de l'opérateur public du nucléaire, mis en œuvre depuis la libéralisation du secteur, est la cause principale de l'insuccès de Flamanville3, à l'opposé du succès de la mise en œuvre du parc nucléaire historique.

Pour la CGT, le retrait du projet Hercule est un préalable pour engager et réussir l'indispensable renouvellement du parc nucléaire, compte tenu de l'âge cible des moyens de production pilotable en service, construits entre les années 1980 et 2000.

Ce qui suppose aussi l'existence d'un tissu industriel. Avec l'appui des salariés, la CGT s'est mobilisée ces derniers mois dans la reconquête des capacités industrielles car la financiarisation et de la rentabilité à court terme a mis en danger des pans entiers de nos équipementiers et sous-traitants (G.E, Industeel, Schneider Electric, Endel...).

Conserver les compétences, c'est avant tout maintenir les salariés dans leur emploi.

En rupture avec les vieilles recettes libérales, qui démontrent un peu plus chaque jour leur inefficacité pour répondre aux besoins, pour la FNME-CGT, la reconstruction de notre pays doit intégrer la planification des filières énergétiques.

Interlocuteurs presse:

Virginie NEUMAYER - 06 22 46 28 94

Contact Presse
Sophie CAVAGNA
06 81 07 72 93
scavagna@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies

Julien LAMBERT - 06 79 78 60 08



Contact Presse
Sophie CAVAGNA
06 81 07 72 93
scavagna@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

 **#Fédérer les Énergies**